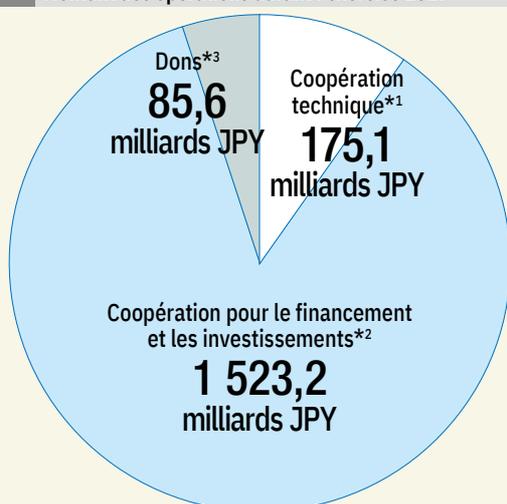


Aperçu des activités et des états financiers

Situation générale

Au regard des activités de la JICA durant l'exercice 2019 (figures 3 et 4), la coopération technique s'élève à 175,1 milliards JPY et affiche un recul de 7,9 % par rapport à l'exercice précédent ; les dons représentent 85,6 milliards JPY répartis entre 147 projets (montant des accords de dons) ; la coopération pour le financement et les investissements atteint 1 459,4 milliards JPY de prêts d'APD pour 40 projets (sur la base des engagements) et 63,7 milliards JPY de financement des investissements du secteur privé pour 11 organisations.

Figure 3 Montant des opérations durant l'exercice 2019



Note : Taux de change moyen annuel pour les membres du CAD en 2019 : 1,00 USD = 109,0 JPY

*1 Les dépenses de coopération technique comprennent les dépenses d'assistance technique gérées dans le cadre du budget du compte de financement et d'investissement, les dépenses des projets SATREPS et PPJ, du Secours d'urgence en cas de catastrophe, etc. hors coûts administratifs.

*2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

*3 Le montant est calculé sur la base du budget de l'exercice 2019 ; il ne correspond pas au montant total des accords de dons (G/A) conclus durant ce même exercice.

Figure 4 Répartition des opérations durant l'exercice 2019 (Unité : milliards JPY)

	Ex. 2019	Ex. 2018
Coopération technique*1	175,1	190,1
Formation de participants étrangers	17,0	17,5
Envoi d'experts	57,2	63,0
Envoi de missions d'étude	36,3	33,3
Fourniture d'équipements	1,5	2,1
Envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger	8,2	8,2
Envoi d'autres volontaires	1,8	2,8
Autres	53,1	63,2
Coopération pour le financement et les investissements*2	1 523,2	1 266,1
Dons*3	85,6	98,5

Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

*1 Les dépenses de coopération technique incluent les dépenses d'assistance technique gérées dans le cadre du budget du compte de financement et d'investissement, hors frais administratifs.

*2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

*3 Le montant est calculé sur la base du budget ; il ne correspond pas au montant total des accords de dons (G/A) conclus durant chaque exercice.

Aperçu des tendances des dix dernières années

Les figures 5 à 7 montrent l'évolution des programmes de coopération technique, de coopération pour le financement et les investissements, et de dons de la JICA sur les 10 dernières années.

Les montants engagés au titre de la coopération pour le financement et les investissements ont augmenté de 20,3 % par rapport à l'exercice précédent et atteint 1 523,2 milliards JPY durant l'exercice 2019. Les dons enregistrent un recul de 13,1 %, totalisant 85,6 milliards JPY en 2019.

Figure 5 Dépenses de coopération technique des 10 derniers exercices (Unité : milliards JPY)

Ex. 2010	168,8
Ex. 2011	188,9
Ex. 2012	167,8
Ex. 2013	177,3
Ex. 2014	176,4
Ex. 2015	191,7
Ex. 2016	207,7
Ex. 2017	192,3
Ex. 2018	190,1
Ex. 2019	175,1

Figure 6 Montant des engagements de coopération pour le financement et les investissements des 10 derniers exercices (Unité : milliards JPY)

Ex. 2010	538,9
Ex. 2011	949,4
Ex. 2012	1 226,7
Ex. 2013	985,8
Ex. 2014	1 015,9
Ex. 2015	2 260,9
Ex. 2016	1 485,8
Ex. 2017	1 888,4
Ex. 2018	1 266,1
Ex. 2019	1 523,2

Note : Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

Figure 7 Montant des dons des 10 derniers exercices (Unité : milliards JPY)

Exercice	Montant total prévu par les échanges de notes signés durant l'exercice concerné (budget administré par la JICA pour la promotion des dons)	Montant total prévu par les accords de dons signés durant l'exercice concerné (budget administré par la JICA depuis octobre 2008 pour la mise en œuvre et la gestion des projets de dons)
Ex. 2010	12,9	105,2
Ex. 2011	3,6	107,4
Ex. 2012		141,6
Ex. 2013		115,8
Ex. 2014		111,2
Ex. 2015		111,7
Ex. 2016		98,0
Ex. 2017		115,1
Ex. 2018		98,5
Ex. 2019		85,6

Aide par région

Pour la coopération technique, les décaissements sont répartis par ordre décroissant, entre l'Asie (35,7 %), l'Afrique (18,9 %), et l'Amérique du Nord et l'Amérique latine (7,8 %).

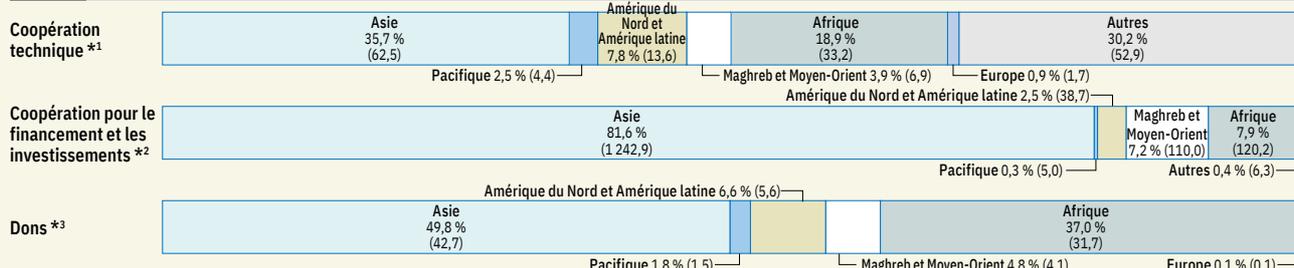
Concernant les nouveaux montants engagés au titre de la coopération pour le financement et les investissements, l'Asie totalise 81,6 %, l'Afrique 7,9 % et le Maghreb Moyen-Orient 7,2 %. Depuis l'exercice 2018, la part de l'Asie reste considérablement élevée.

En ce qui concerne les dons, l'Asie représente 49,8 %, l'Afrique 37,0 % et l'Amérique du Nord et l'Amérique latine 6,6 %. L'Asie et l'Afrique continuent d'absorber la plus large part des dons, comme pour l'exercice 2018.

« Autres » représente les engagements et les décaissements en faveur des institutions internationales et pour les projets multi-pays ou multi-régions.

Figure 8 Ventilation régionale de l'aide durant l'exercice 2019

(Unité : %, milliards JPY)



Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

*1 Les dépenses de coopération technique incluent les dépenses d'assistance technique gérées dans le cadre du budget du compte de financement et d'investissement, hors frais administratifs.

*2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

*3 Le montant est calculé sur la base du budget de l'exercice 2019 ; il ne correspond pas au montant total des accords de dons (G/A) conclus durant ce même exercice.

Aide par secteur

Pour la coopération technique, les décaissements sont répartis par ordre décroissant entre les secteurs suivants : travaux et services publics 22,6 %, ressources humaines 11,2 %, agriculture, forêts et pêche 10,6 %.

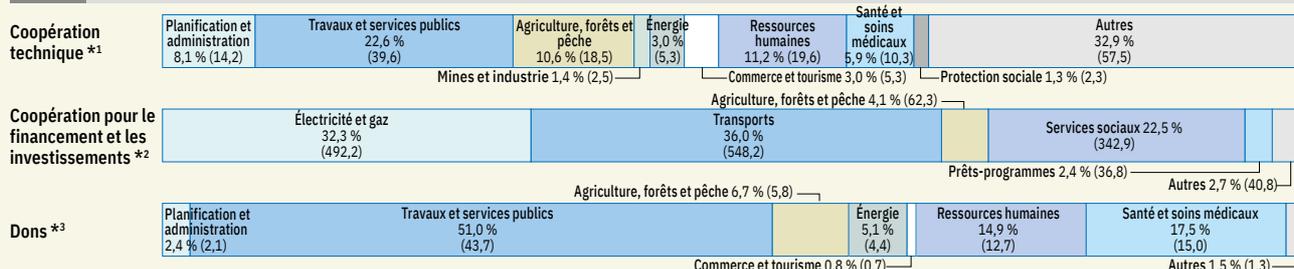
La coopération pour le financement et les investissements s'est principalement concentrée sur le secteur des transports (36,0 %)

notamment les projets ferroviaires et routiers. Viennent ensuite le gaz et l'électricité (32,3 %) et les services sociaux (22,5 %).

En ce qui concerne les dons, la part la plus importante revient aux travaux et services publics (51,0 %), suivis de la santé et les soins médicaux (17,5 %) et des ressources humaines (14,9 %).

Figure 9 Ventilation sectorielle de l'aide durant l'exercice 2019

(Unité : %, milliards JPY)



Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

*1 Les dépenses de coopération technique incluent les dépenses d'assistance technique gérées dans le cadre du budget du compte de financement et d'investissement, hors frais administratifs.

*2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

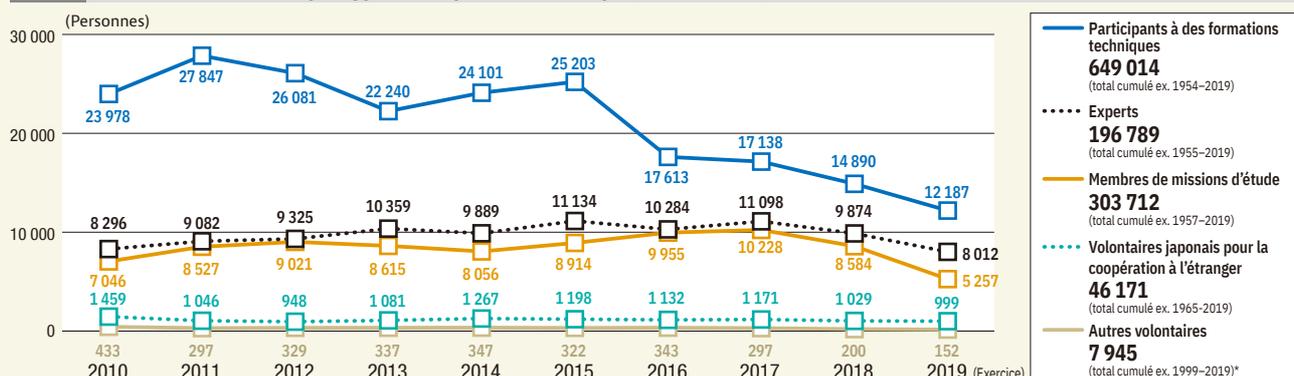
*3 Le montant est calculé sur la base du budget de l'exercice 2019 ; il ne correspond pas au montant total des accords de dons (G/A) conclus durant ce même exercice.

Évolution des effectifs par type de coopération technique

Pour l'exercice 2019, les effectifs des programmes de coopération technique de la JICA se répartissent comme suit : 12 187 participants à des formations techniques, 8 012 experts, 5 257 membres de missions d'étude, 999 volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) et 152 autres volontaires. À ce jour, la JICA a assuré la formation technique de 649 014 participants (exercices 1954-2019) et envoyé à l'étranger 196 789 experts (exercices 1955-2019), 303 712 membres de missions d'étude (exercices 1957-2019), 46 171 JOCV (exercices 1965-2019) et 7 945 autres volontaires (exercices 1999-2019)*.

La figure 10 montre l'évolution des effectifs par type de coopération technique depuis l'exercice 2010.

Figure 10 Évolution des effectifs par type de coopération technique (total cumulé)



*Inclut les volontaires seniors, les JOCV et les volontaires seniors auprès des communautés Nikkei, et les volontaires des Nations unies. Ces données étaient classées dans les autres types de coopération jusqu'à l'exercice 1998. Note : Le soutien au programme d'émigration a pris fin durant l'exercice 1995. Le total cumulé des exercices 1952-1995 s'élève à 73 437.

Aperçu des états financiers

Compte général

1. Aperçu du bilan

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, le total des actifs s'élève à 318,597 milliards JPY, soit une progression de 32,386 milliards JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est essentiellement imputable à une hausse de 17,559 milliards JPY des liquidités et dépôts bancaires et à un sursaut de 14,982 milliards JPY des comptes de contrepartie pour la provision des prestations de retraite (enregistrés à partir de l'exercice en cours en raison d'un changement de normes comptables). Le solde de clôture des liquidités et dépôts bancaires de 232,485 milliards JPY comprend les fonds pour les projets de dons à hauteur de 180,918 milliards JPY. Le total des passifs se monte à 265,578 milliards JPY, soit une hausse de 34,348 milliards JPY en glissement annuel, principalement due à un bond de 9,369 milliards JPY des passifs liés aux subventions de fonctionnement et à une augmentation de 14,982 milliards JPY des provisions pour les prestations de retraite (enregistrées à partir de l'exercice en cours en raison d'un changement de normes comptables).

(Unité : millions JPY)

Actifs	Montant	Passifs	Montant
Actifs courants		Passifs courants	
Liquidités et dépôts bancaires	232 485	Passifs liés aux subventions de fonctionnement	40 669
Autres	26 493	Fonds pour les projets de dons	178 788
Actifs non courants		Autres	22 776
Actifs corporels	38 651	Passifs non courants	
Actifs incorporels	4 072	Comptes de contrepartie pour les actifs	7 873
Placements et autres actifs	16 896	Provisions pour les prestations de retraite	14 982
		Autres	489
		Total des passifs	265 578
		Actifs nets	
		Capital	
		Investissements publics	62 452
		Gains en capital	-22 442
		Bénéfices non distribués	13 008
		Total des actifs nets	53 019
Total des actifs	318 597	Total des passifs et des actifs nets	318 597

2. Aperçu du compte de résultat

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, le total des dépenses ordinaires s'élève à 234,674 milliards JPY, soit une baisse de 12,869 milliards JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse est essentiellement imputable à une diminution des dépenses pour les secteurs et régions prioritaires financées par des subventions de fonctionnement de 7,656 milliards JPY en glissement annuel et à un recul de 5,750 milliards JPY des dépenses pour les programmes de dons. Les recettes ordinaires se montent à 233,350 milliards JPY, soit une baisse de 5,101 milliards JPY en glissement annuel, principalement due à une contraction de 2,018 milliards JPY des recettes liées aux subventions de fonctionnement et à une diminution de 5,750 milliards JPY des recettes des programmes de dons.

(Unité : millions JPY)

	Montant
Dépenses ordinaires	234 674
Dépenses de fonctionnement	225 326
Dépenses pour les secteurs et régions prioritaires	71 030
Dépenses pour les partenariats intérieurs	17 184
Dépenses pour le soutien aux opérations	38 806
Dépenses pour les projets de dons	89 236
Autres	9 070
Frais généraux administratifs	8 989
Charges financières	108
Dépenses à des fins spécifiques	250
Autres	0
Recettes ordinaires	233 350
Recettes des subventions de fonctionnement	137 013
Recettes des projets de dons	89 236
Autres	7 101
Pertes exceptionnelles	16 057
Recettes exceptionnelles	16 042
Reprise des fonds de réserve de la période précédente des objectifs à moyen terme	4 459
Total des recettes pour l'exercice courant	3 121

Notes) • Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

Compte de financement et d'investissement

1. Aperçu du bilan

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2020, le total des actifs s'élève à 12 825,464 milliards JPY, soit une progression de 194,535 milliards JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est essentiellement imputable à une hausse de 314,552 milliards JPY des prêts. Le total des passifs se monte à 2 910,185 milliards JPY, soit un bond de 22,585 milliards JPY en glissement annuel, principalement dû à une augmentation de 31,748 milliards JPY des emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts.

(Unité : millions JPY)

Actifs	Montant	Passifs	Montant
Actifs courants		Passifs courants	
Prêts	12 614 846	Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	106 613
Provisions pour les pertes liées aux prêts	-142 053	Autres	40 341
Autres	233 445	Passifs non courants	
Actifs non courants		Obligations	791 079
Actifs corporels	9 370	Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	1 962 569
Actifs incorporels	5 655	Autres	9 582
Placements et autres actifs		Total des passifs	2 910 185
Réclamations probables en cas de faillite, réclamations probables en cas de réhabilitation, et autres	87 063	Actifs nets	
Provisions pour les pertes liées aux prêts	-87 063	Capital	
Autres	104 200	Investissements publics	8 150 728
		Bénéfices non distribués	
		Réserves	1 703 881
		Autres	95 645
		Évaluation et écarts de conversion	-34 974
		Total des actifs nets	9 915 279
Total des actifs	12 825 464	Total des passifs et des actifs nets	12 825 464

2. Aperçu du compte de résultat

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, le montant total des recettes s'élève à 95,645 milliards JPY, soit une augmentation de 17,873 milliards JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette progression est due à une hausse des recettes ordinaires de 14,765 milliards JPY qui se montent à 182,486 milliards JPY et à une contraction de 3,109 milliards JPY des dépenses ordinaires qui atteignent 86,837 milliards JPY. La hausse des recettes ordinaires est principalement due à la reprise des provisions pour les pertes liées aux prêts qui s'élèvent à 19,922 milliards JPY alors qu'elles étaient nulles lors de l'exercice précédent, tandis que la baisse des dépenses ordinaires est surtout imputable à un repli des dépenses d'externalisation de 4,727 milliards JPY en glissement annuel.

(Unité : millions JPY)

	Montant
Dépenses ordinaires	86 837
Dépenses liées aux opérations de coopération pour le financement et les investissements	86 837
Intérêts sur les obligations et les bons	9 515
Intérêts sur les emprunts	21 707
Intérêts sur les swaps de taux d'intérêt	6 222
Dépenses d'externalisation des opérations	29 138
Dépenses opérationnelles et administratives	12 296
Autres	7 959
Recettes ordinaires	182 486
Recettes liées aux opérations de coopération pour le financement et les investissements	180 904
Intérêts sur les prêts	131 739
Dividendes sur les placements	15 852
Reprise des provisions pour les pertes liées aux prêts	19 922
Autres	13 392
Autres	1 582
Pertes exceptionnelles	9
Recettes exceptionnelles	3
Total des recettes pour l'exercice courant	95 645

Notes) • Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.